

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article354>



Quand le volcan irlandais se réveillera !

- Actualité Evènements-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : mardi 4 janvier 2011

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits réservés

Le 29 novembre 2010, un communiqué de www.pouruneconstituante.fr rompait le silence absolu imposé aux citoyens européens sur l'organisation d'une élection constituante en Islande. Silence en totale rupture avec le déluge d'informations concernant l'éruption d'un volcan de cette même Islande, 5 mois auparavant.

La même chape de plomb semble être tombée sur les événements politiques en cours en Irlande en réaction aux exigences draconiennes de l'Union Européenne et du FMI sur le remboursement des dettes des banques irlandaises et de l'Etat irlandais volant à leur secours. Seule la baisse des notations des bookmakers boursiers indiquait aux initiés l'incrédulité croissante des « marchés » quant à la réussite et à l'acceptation de ces plans.

C'est que l'Irlande offre une particularité : celle de trois grèves générales des salariés des banques en 1966, 1970 et 1976, pendant lesquelles particuliers et entreprises ont appris à se passer pendant 6 mois du crédit et des comptes bancaires, grâce à l'emploi généralisé des reconnaissances de dettes manuscrites, sans agios et sans intérêt : un scandale !

A la fin, le solde de ces créances était exact à 5% près entre particuliers et à 30% près entre entreprises. Une preuve de plus que l'industrie et le commerce exigent une injection constante de crédit pour subsister. Une preuve aussi que les parents des salariés et syndicats irlandais avaient osé et su faire plier le patronat bancaire et ses alliés.

L'Irlande représente un enjeu énorme pour les agioteurs de toutes tailles : elle était devenue le pavillon de complaisance défiscalisé de l' Union Européenne au principal profit des multinationales américaines qui y délocalisaient leurs usines.

Pourtant, les Irlandais avaient voté NON au « Traité » de Lisbonne en 2008. Mais un consensus de la classe politique avait fini par lui arracher un OUI en 2009.

Immédiatement après, les banques irlandaises étaient rattrapées par leurs créanciers et contraignaient le gouvernement à les renflouer et à faire voter un premier plan de rigueur.

Aujourd'hui, des milliers de belles voitures et de logements cossus sont abandonnés par leurs propriétaires endettés qui ont préféré fuir à l'étranger sans laisser d'adresse.

En septembre 2010, un second plan de rigueur était exigé par le « consensus » des marchés financiers et des agences de bookmakers financiers, sans garantie qu'un troisième plan et une troisième réduction de 10% du niveau de vie du peuple irlandais ne serait pas exigé d'un prochain Parlement et d'un prochain gouvernement.

Pourtant, la dette publique irlandaise n'est que le dixième de celle de ses grands donneurs de leçons européens et les rachats de ses titres culminent à un petit milliard d'euros par semaine : un millième du plan de sauvetage mis en place en Europe « au cas où ».

Les choses ne se passent ni aussi facilement, ni aussi vite qu'exigé par la BCE : le seconde plan de rigueur de 4 ans aurait du être voté en novembre par la majorité Républicains-Verts. Il ne l'a été que de justesse, fin décembre : il a fallu promettre aux élus la dissolution du Parlement et de nouvelles élections...tout le monde a compris qu'il y aurait alors un gouvernement « intérimaire » irresponsable soumis a toutes les pressions des lobbies...sans garantie d'élections générales et de la capacité du nouveau Parlement de remettre en cause ce plan. Aucun parti ne veut rester en tête-à-tête avec son électorat révolté par les diktats de l'oligarchie financière, de la BCE et du FMI et par les faux-fuyants des leaders politiques et syndicaux qui donnent l'impression de gagner du temps sans préparer l'inévitable conflit ouvert par la mobilisation d'un Peuple qui n'accepte pas un recul social imposé par la finance étrangère.

Or, il y a deux ans, l'Islande a connu une situation politico-sociale très voisine à l'échelle d'une population 15 fois moins nombreuse. De crise en crise, il a fallu élire une Assemblée Constituante.

Là aussi, un parti « vert » a pris une position charnière pour finir par exploser. Les leaders travaillistes et nationalistes de la grande manifestation du 27 novembre 2010 contre le renflouement public des banques n'ont pu éviter de se faire siffler par une partie des manifestants. Des bases syndicales changent de syndicats en recherche

de directions plus militantes. Une majorité des étudiants manifeste contre la réduction de leurs bourses et la hausse du coût des études.

Il n'est pas écrit que la nouvelle commission dirigée par un « vert » et chargée de « réviser » les budgets de chaque collectivité locale soit bien accueillie par les élus et les électeurs irlandais.